

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 28/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DA COSTA METAUX

116 avenue Jean mermoz
93120 La Courneuve

Références :
Code AIOT : 0007408076

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2023 dans l'établissement DA COSTA METAUX implanté 116 AVENUE JEAN MERMOZ 93120 La Courneuve. L'inspection a été annoncée le 19/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action MED 2023

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DA COSTA METAUX
- 116 AVENUE JEAN MERMOZ 93120 La Courneuve
- Code AIOT : 0007408076
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitant réalise du tri/transit de divers métaux et de batteries.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Action Mise en Demeure 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 3.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 1.2	/	Sans objet
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 2.5	/	Sans objet
3	Rétention des sols	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 2.7	/	Sans objet
4	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 2.9	/	Sans objet
6	Entreposage des produits et déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 3.5	/	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 4.1	/	Sans objet
8	Rubriques et quantités autorisées	Arrêté Préfectoral du 14/02/2012, article 1	/	Sans objet
9	Entraînement du personnel	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 24	/	Sans objet
11	Rétention	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 11	/	Sans objet
12	Consignes en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 26	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités relevées lors de l'Inspection précédente ont été soldées, dont celles ayant fait

l'objet d'une mise en demeure. Cependant, l'exploitant devrait consigner à l'écrit les travaux réalisés sur l'installation électrique et également être plus réactif pour solder les non-conformités. Par ailleurs, il doit également définir une procédure garantissant l'usage systématique du détecteur de radioactivité portatif lors de l'admission de déchets susceptibles d'être réactifs.

A l'issue de cette inspection, l'Inspection propose à Monsieur le Préfet de lever de mise en demeure car **l'exploitant a rempli les conditions de l'arrêté de mise en demeure n° 2019-3327 du 12 décembre 2019, à savoir:**

- La transmission à l'Inspection d'un Porter A Connaissance (en date du 04/02/2021) concernant l'accroissement de sa surface d'activité;
- L'affichage des consignes de sécurité fixant les conduites à tenir en cas d'incendie;
- La vérification et la mise en place d'actions correctives visant à maintenir le bon état des installations électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plans
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - les plans de l'installation tenus à jour ;- présence de plans tenus à jour.
Constats : Les plans de l'installation sont à jours, ont été envoyés à l'Inspection au préalable et sont présents sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installation électrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :- présence des éléments justifiant que les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
Constats : L'exploitant a montré à l'Inspection les rapports de contrôle des trois dernières années. Des actions correctives sont mises en œuvre par l'exploitant dès réception du rapport. Un nouveau contrôle est prévu au printemps 2023 devant solder les non-conformités de 2022, selon l'exploitant. L'exploitant devrait cependant posséder une trace écrite des mises en conformité réalisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rétention des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des bâtiments où sont entreposés ou manipulés des métaux, alliages de métaux, des déchets ou des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.- étanchéité des sols (par examen visuel : nature du matériau et absence de fissures, etc.) ;
Constats : Des travaux ont été réalisés par l'exploitant pour garantir son étanchéité. Aucune fissure n'a été remarquée lors de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention.- présence de dispositifs d'isolement des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
Constats : Le site dispose d'un bassin de rétention de 40 m ³ , ainsi qu'un volume de rétention en surface de 130 m ³ . La fosse du pont à bascule et le séparateur déshuileur peuvent ajouter 13 m ³ de rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Procédure d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Admission des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; présence d'une procédure répondant aux modalités définies au a.
Constats : L'exploitant possède un dispositif portable de détection de la radioactivité mais ne l'utilise que très rarement. Il n'existe pas de procédure incluant son utilisation lors de la phase d'admission. L'Inspection demande à l'exploitant de mettre en place une procédure afin que la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre soit vérifiée systématiquement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Entreposage des produits et déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).- présence des moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.) ;
Constats : L'exploitant a su fournir des volumes précis de ses stocks. L'essentiel des stockages sont en bennes et ne débordent pas.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ; - d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles.
Constats : Des extincteurs sont placés de manière homogène sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Rubriques et quantités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2012, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La surface maximale destinée à l'activité de tri/transit autorisée est de 333 m ² , la quantité maximale de déchets dangereux stockée autorisée est de 14t. Toute requête de changement de seuil doit être accompagnée d'un Porter A Connaissance décrivant les modifications envisagées et les impacts prévisionnels.
Constats : Suite à l'agrandissement de sa surface d'activité, l'exploitant a déposé un Porter A Connaissance en cours d'instruction par l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Entraînement du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel sera régulièrement entraîné à la manœuvre des moyens de secours
Constats : Le personnel a été entraîné au maniement des outils de lutte contre l'incendie en début d'année (factures à l'appui).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention substances dangereuses et inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou des sols doit être muni d'une capacité de rétention de dimensions appropriées
Constats : Les produits polluants sont sur rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Consignes en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention substances dangereuses et inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité fixant la conduite à tenir en cas d'incendie seront établies et affichées dans les différents locaux.
Constats : Les consignes sont affichées dans la zone d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet